



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 22.10.2024
C(2024) 7530 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 22.10.2024

**modifiant la décision d'exécution de la Commission C(2021)9672 du 16.12.2021 relative
au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Côte d'Ivoire
pour 2021**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 22.10.2024

modifiant la décision d'exécution de la Commission C(2021)9672 du 16.12.2021 relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Côte d'Ivoire pour 2021

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil¹, et notamment son article 23, paragraphe 1 et paragraphe 2,

vu le règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union², et notamment son article 110,

considérant ce qui suit:

- (1) Par sa décision C(2021) 9672 du 16.12.2021³, la Commission a adopté le plan d'action annuel en faveur de la République de Côte d'Ivoire pour 2021.
- (2) L'objectif de la présente décision est d'augmenter de 2 050 000 EUR le budget en faveur de l'action « Facilité de Coopération », d'un montant initial de 8 200 000 EUR. Par ailleurs, l'objectif est également d'autoriser la modalité de mise en œuvre en gestion indirecte pour couvrir un appui aux élections. Enfin, un réaménagement du budget est nécessaire pour refléter l'évolution des besoins d'accompagnement de la coopération ainsi que du partenariat Union européenne-Côte d'Ivoire. Il s'agit d'augmenter de 2 200 000 EUR le montant disponible pour l'objectif spécifique 1 'Le renforcement de l'efficacité de l'aide européenne' ; augmenter d'un montant de 700 000 EUR l'objectif spécifique 2 'L'amélioration de la compréhension, connaissance et soutien de l'action de l'Union européenne' ; réduire de 1 000 000 EUR l'objectif spécifique 3 'L'union européenne est positionnée comme partenaire stratégique sur les sujets d'intérêt commun' et augmenter de 150 000 EUR la provision pour dépenses imprévues. Pour accompagner ces propositions, une prolongation de la période de la mise en œuvre de 12 mois est proposée ainsi qu'une mise à jour des éléments de contexte.
- (3) Il y a donc lieu de modifier la décision d'exécution de la Commission C(2021) 9672 du 16.12.2021 en conséquence.

¹ JO L 209 du 14.6.2021, p. 1, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2021/947/2021-06-14>.

² JO L 239 du 26.9.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2024/2509/oj>.

³ Décision d'exécution de la Commission C(2021) 9672 final du 16.12.2021 relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Côte d'Ivoire pour 2021.

- (4) Les modifications prévues par la présente décision ne relèvent pas des catégories de modifications pour lesquelles l'avis préalable du comité est requis. Il convient d'informer le comité NDICI-Europe dans le monde institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947 dans un délai d'un mois à compter de son adoption,

DÉCIDE:

Article unique

La décision d'exécution de la Commission C(2021) 9672 du 16.12.2021 est modifiée comme suit :

- (1) L'article 2 est remplacé par le texte suivant :

«Article 2

Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action 2021 est fixé à 60 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne suivante du budget général de l'Union :

- (a) ligne budgétaire BGUE-B2021-14.020120: 57 950 000 EUR;
- (b) ligne budgétaire BGUE-B2024-14.020120: 2 050 000 EUR.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard. » ;

- (2) L'article 3 est remplacé par le texte suivant:

«Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, au point 4.3.2 de l'annexe 1, au point 4.3.1 de l'annexe 2, au point 4.3.1 de l'annexe 3, aux points 4.3.1 et 4.3.2 de l'annexe 4 et au point 4.3.3 de l'annexe 5. » ;

- (3) L'annexe 5 de la décision d'exécution de la Commission C(2021) 9672 du 16.11.2021 est remplacée par le texte figurant à l'annexe de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 22.10.2024

Par la Commission
Koen DOENS
Directeur général
Direction Générale des Partenariats
Internationaux